



# ANNÉE BLANCHE : À BAS LES PAUVRES ?

*Walyd Kalem, rédacteur politique à la Fourmi rouge*

Le Sénat a rendu sa copie budgétaire au Premier ministre ce 8 juillet. Ce dernier lui avait demandé de proposer des économies au gouvernement. Et l'une des propositions chocs émanant des pensionnaires de la maison de retraite dorée avec vue sur le jardin du Luxembourg, c'est : l'année blanche.

Alors que le gouvernement veut réaliser 40 milliards d'euros d'économies sur le budget 2026, cette piste de "l'année blanche" est présentée comme l'un des leviers permettant de trouver une partie des ressources nécessaires. Invitée de Franceinfo le 25 juin, la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, a confirmé que le sujet n'était pas "écarté".

Alors que le Premier ministre – Maire de Pau – Président de la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées – Président du MoDem – Président du Parti démocrate européen (mais anciennement opposé au cumul des mandats) François Bayrou, doit présenter ce mardi 15 juillet les "grandes orientations" du budget 2026 et ses pistes d'économies retenues pour faire face au dérapage budgétaire, il est temps de se poser une vraie question : que coûterait cette "année blanche" aux Français – et surtout, pourquoi toujours les pauvres ?

## *C'est quoi une "année blanche" ?*

Une "année blanche", ça revient à geler certaines prestations sociales : allocations familiales, minima sociaux, prime d'activité, RSA, APL ou encore pensions de retraite. En clair, on maintient en 2026 leur niveau de 2025 pour "freiner la hausse de la dépense publique".

Résultat : perte de pouvoir d'achat assurée pour les classes moyennes et populaires, déjà bien amochées depuis l'arrivée de Jupiter sur son trône.

Mais ce n'est pas tout. L'année blanche peut aussi s'accompagner d'un gel des barèmes de l'impôt, ce qui conduirait à l'entrée dans l'impôt de certains foyers, et à un changement de tranche pour d'autres. En gros : on paie plus, pour avoir moins. On se fout de notre gueule, quoi.

Les **collectivités locales** peuvent également voir leurs **dotations gelées** : donc, moins de services publics. Tout comme le **point d'indice des fonctionnaires**. Encore une perte de pouvoir d'achat, mais c'est pas comme si on avait déjà du mal à recruter dans la fonction publique...

## *Ce n'est pas nouveau (malheureusement)*

Rappelons, pour être honnête intellectuellement, que ce levier du gel a déjà été utilisé sous **la présidence de François Hollande** (étonnant pour un homme de droite se prétendant de gauche) : les pensions de retraite **n'avaient pas été revalorisées en 2014 puis en 2016**, comme le rappelle la Direction générale des finances publiques.

Idem en **2018**, déjà sous **la présidence d'Emmanuel Macron** (étonnant pour un homme de droite se prétendant de... laissez tomber, trop long à expliquer).

## *Est-ce que c'était la seule solution ?*

Le gouvernement a estimé l'effort nécessaire à **40 milliards d'euros** en 2026 pour réduire une dette qu'ils ont eux-mêmes contribué à creuser en faisant des **cadeaux aux copains patrons**. Certains politiques de droite expliqueront qu'il existe un chemin "exigeant mais salutaire", qui nous permettrait de voir la lumière au bout d'un tunnel de dépenses excessives de l'État, lequel dépasserait constamment son rôle et devrait se focaliser sur ses missions régaliennes.

Le problème, c'est que pour réduire un déficit – et donc la dette – on peut raisonner de deux façons :

- Soit **réduire les dépenses** (taper sur les pauvres)
- Soit **augmenter les recettes** (demander une contribution plus importante aux plus riches)

Donc, messieurs les sénateurs (car majoritairement des hommes blancs qui sont très proches de la tombe) ne détiennent pas **la vérité absolue** en matière de redressement des finances publiques, et l'argument du bon sens ne vaut rien ici. Car il ne s'agit pas de bon sens, mais **de volonté politique**.

La droite tape sur les pauvres **parce qu'elle défend les copains bourgeois**. La gauche (la vraie, hein – pas Valls ou Hollande), doit taper sur les riches **pour redistribuer aux pauvres**.

## *Une autre voie : la taxe Zucman*

Alors, à la question : "**Est-ce qu'on peut faire autrement ?**", on répondra par deux mots : **taxe Zucman** (du nom de l'économiste Gabriel Zucman).

Cette taxe vise à imposer **un taux minimum d'imposition sur les très grandes fortunes**, en particulier celles dépassant 100 millions d'euros.

L'objectif : **s'assurer qu'elles contribuent à hauteur d'au moins 2 % de leur patrimoine**.

À l'heure où **les ultra-riches ne paient que 27 % d'impôts et de cotisations sur leurs revenus** (contre 50 % en moyenne pour le reste de la population), il est plus que temps que **la pression fiscale de la classe moyenne s'allège**, et que les grandes fortunes soient mises à contribution.

Eh bien, ce **n'est pas l'avis** de nos **bourgeois-individualistes-retraités du Sénat**, qui ont rejeté en juin la taxe Zucman – pourtant **adoptée par l'Assemblée nationale**. **Même les Nobel s'y mettent...**

Dans une tribune publiée dans *Le Monde*, **sept prix Nobel d'économie** ont appelé, ce 7 juillet, à mettre en place un **impôt minimum sur les patrimoines des plus riches**, sur le modèle de la taxe Zucman.

Cette proposition de loi écologiste, inspirée par ses travaux, **aurait ciblé 1 800 contribuables et rapporté 20 milliards d'euros par an**.

Certains défenseurs des bourgeois hurlent en entendant cette proposition, expliquant qu'elle serait inefficace car "**tous les riches partiraient**". On a beau leur expliquer que **le rendement des ultra-riches est aujourd'hui à 7 %**, qu'ils **continueraient à se goinfrer sur le dos des travailleurs**, ces derniers **ne comprennent pas** qu'on puisse imaginer une seule seconde **prendre quelques miettes à des gens qui ont "travaillé toute leur vie et mérité leur richesse"** (la bonne blague).

### *Alors soyons clairs.*

En expliquant rationnellement, en utilisant des arguments chiffrés, rassurants à l'égard de la bourgeoisie : **ça ne fonctionne pas**.

Alors peut-être devons-nous être plus clairs, plus honnêtes, plus radicaux. Pour que mesdames et messieurs les bourgeois comprennent :

**Nous nous en foutons royalement que les ultra-riches partent de France. Nous n'avons pas besoin d'eux, mais de leur argent.**

Leurs multiples propriétés **ne vont pas se volatiliser** pour réapparaître à Dubaï ou au Luxembourg. Et puis prenons exemple sur un pays que vous aimez beaucoup, vous les libéraux : **les États-Unis**. Ils font payer leurs déserteurs **peu importe où ils habitent**, tant qu'ils sont citoyens américains. **Faisons pareil avec les Français**.

Et puis d'abord, **pourquoi partiraient-ils** ? Ne sont-ils pas de **grands patriotes**, des **bons Français**, voulant sauver leur pays du péril ? Comme **Pierre-Édouard Stépin**, grand patriote français exilé fiscal en Belgique (???), qui investit massivement pour pourrir le débat public et promouvoir les idées nauséabondes de l'extrême droite ?

## *À bas les pauvres, vive les riches ?*

Il est impressionnant de voir que **le capitalisme a tellement pourri notre société jusqu'à l'os**, que des parlementaires sont prêts à **retirer le peu de pouvoir d'achat qu'ont les pauvres pour ne pas toucher à la poche des ultra-riches**.

Nous sommes arrivés à un point où nous allons accepter que **des personnes au RSA aient moins de pouvoir d'achat que ce qu'elles ont actuellement** (déjà qu'elles n'avaient pas grand-chose), pour ne pas que **Bernard Arnault paie l'équivalent de 2 % de son patrimoine**.

**À bas les pauvres et vive les riches !**